Reporterre,
12 février 2019
Ce texte émane des réflexions du groupe de travail dédié à la rédaction de l'ultimatum, créé à la suite de l'assemblée générale (AG) inter-fac rassemblée vendredi 8 février 2019 et comportant des étudiant.e.s et lycéen.ne.s de divers établissements de la région parisienne. Cette AG a été organisée par plusieurs associations étudiantes parisiennes écolos en vue de lancer le mouvement de grève pour l'environnement de la jeunesse reconduite chaque vendredi à partir du 15 février.
À la suite du mouvement enclenché en Suède, en Belgique, en Australie et en Suisse, des étudiants français annoncent que la première grève pour le climat aura lieu vendredi et se répétera toutes les semaines. Affichant la solidarité avec les Gilets jaunes, ils donnent des devoirs à faire au gouvernement.
Nous, la jeunesse, sommes né.e.s dans un modèle de société mondialisé responsable de la catastrophe environnementale et sociale actuelle, et c'est notre futur qui se dérobe sous nos yeux. Heureusement, quelque chose se passe aujourd'hui. Une colère verte gronde sur fond de désordres écologiques toujours plus visibles. La démission de Nicolas Hulot, les impressionnants chiffres de participation **aux marches pour le climat**, l'État français porté en justice pour « inaction climatique »par plus de **deux millions de ses citoyen.ne.s**, tandis que les gens affirment qu'« On est prêt » et qu'« Il est encore temps » : les événements récents confirment que le mouvement écologiste prend de l'ampleur.
La jeunesse se mobilise elle aussi : ces dernières semaines, les grèves scolaires pour le climat en Suède, en **Australie**, en Allemagne, **en Suisse**, aux Pays-Bas et **en Belgique** en témoignent. De plus, en France, le mouvement des Gilets jaunes revendique un système social plus juste, et a permis d'engager un nouveau rapport de force. Tous ces mouvements montrent l'urgence d'une transformation globale où questions sociale et écologique fusionnent pour devenir le projet du XXIesiècle : celui d'un mode de vie et d'un modèle de société viables à terme, incompatibles à tous les niveaux avec le capitalisme, qui ne sera jamais « vert ».
La jeune suédoise Greta Thunberg appelle à la Grève mondiale de la jeunesse pour le climat le 15 mars prochain. Nous, la jeunesse, consciente de l'urgence climatique, allons commencer sans attendre la mobilisation à Paris suivant le principe du mouvement mondial Fridays for future (Les vendredis pour l'avenir), en reconduisant la grève tous les vendredis à partir du 15 février.

**Nous entrerons en résistance, car face à l'inaction politique la seule solution est la désobéissance civile

A ceux qui s'appliquent à détruire ce monde et prétendent faire preuve de « pédagogie », nous entendons donner une leçon : chaque vendredi, nous présenterons une revendication impérative afin d'éviter le désastre écologique. Vous, dirigeants et dirigeantes aurez des devoirs à faire, et nous donnerons une semaine à l'État pour mettre en place notre proposition. Si ces devoirs ne sont pas rendus avant le vendredi suivant, vous serez sanctionnés : nous entrerons en résistance, car face à l'inaction politique la seule solution est la désobéissance civile. Soyez prêt.e.s pour l'examen du 15 mars. En parallèle, nous présenterons des alternatives citoyennes allant dans le sens de ces propositions et les mettrons en pratique.
Chaque vendredi, nous nous réunirons donc en assemblées locales le matin, avant de nous rejoindre pour une action commune l'après-midi. Soyons le plus nombreu.se.x possible afin de montrer aux dirigeant.e.s que nous n'acceptons plus ce système destructeur de l'environnement. Portons collectivement ce combat jusqu'à ce que cesse l'inaction politique face au dérèglement climatique.
Chaque samedi, nous vous invitons à rejoindre les Gilets jaunes dans leurs manifestations contre ce système qui ravage l'environnement. Vendredi vert, samedi jaune…
Nous sommes tou.te.s concerné.e.s par cette mobilisation : nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend !

**Leçon 1

Pour ce vendredi 15 février, nous proposons au gouvernement de réviser les bases avec une première leçon.
Le dérèglement climatique ainsi que les bouleversements sociaux et environnementaux auxquels nous nous confrontons nécessitent une considération systémique et ne peuvent se réduire au périmètre du ministère de la Transition écologique et solidaire. C'est pourquoi nous appelons le gouvernement français à prendre ses responsabilités et à déclarer l'état d'urgence écologique et sociale afin de débloquer un plan interministériel à la hauteur des risques encourus.
Cet état d'urgence devra faire un constat clair de la situation dans laquelle nous nous trouvons en reconnaissant l'ampleur des dérèglements enclenchées par nos activités tout en mentionnant le manque de moyens déployés jusqu'à maintenant. Il devra notamment consister en une communication intense sur le sujet via la diffusion de spots d'information publics et l'instauration de programmes scolaires à la hauteur des enjeux, ainsi qu'en l'inscription dans l'article 1 de la Constitution du fait que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique, sociale, solidaire et écologique. »
Suite à cet état des lieux, une réaction immédiate devra être entreprise.
Nous appelons le gouvernement à débloquer des moyens exceptionnels et contraignants pour s'engager dans la voie d'une réduction annuelle de 4 % d'émissions de gaz à effet de serre afin s'aligner sur l'Accord de Paris et de lutter contre le dérèglement climatique et ses conséquences sur notre monde.
Si le gouvernement persiste dans son manque de volonté et maintient ses notes aussi proches de 0, un conseil de discipline sera organisé pour envisager une réorientation.
Face à la catastrophe, cet enseignement est celui de notre futur, l'échec n'est donc pas une option. Nous saurons vous le rappeler incessamment.
Nous donnons rendez-vous à tous les grévistes, ce vendredi 15 février à 14 heures, devant le ministère de la Transition écologique et solidaire pour le premier rendu des copies.

Puisque vous êtes ici…
… nous avons une faveur à vous demander. Il n'y jamais eu autant de monde à lire Reporterre, mais nos revenus ne sont pourtant pas assurés.
Contrairement à une majorité de médias, nous n'affichons aucune publicité, et laissons tous nos articles en libre accès, afin qu'ils restent consultables par tous. Reporterre dépend en grande majorité des dons de ses lecteurs. Le journal, indépendant et à but non lucratif, compte une équipe de journalistes professionnels rémunérés, nécessaire à la production quotidienne d'un contenu de qualité. Nous le faisons car nous croyons que notre point de vue, celui de l'environnement et de l'écologie, compte — car il est aussi peut-être le vôtre.
« Notre société a besoin d'un média qui traite des problématiques environnementales de façon objective, libre et indépendante, en restant accessible au plus grand nombre ; soutenir Reporterre est ma manière de contribuer à cette démarche. » Renan G.
Si toutes les personnes qui lisent et apprécient nos articles contribuent financièrement, la vie du journal sera pérennisée. Même pour 1€, vous pouvez soutenir Reporterre – et cela ne prend qu'une minute. Merci. Soutenir Reporterre

Photo : Manifestation à Bruxelles pour le climat le 31 janvier (© Mathilde Dorcadie/Reporterre)